

QUE VEUT LA RUSSIE? AMBITIONS ET LIMITES D'UNE GRANDE PUISSANCE

Les relations entre la Russie et l'Occident se sont détériorées. Sur des questions centrales de sécurité internationale, Moscou s'éloigne de plus en plus de l'Europe et des Etats-Unis. C'est le boom du commerce pétrolier qui donne à la Russie cette nouvelle assurance. En outre, Moscou profite de la crise du pouvoir d'influence américain. Mais la base de la puissance russe est fragile. Les possibilités d'influence en politique extérieure restent limitées. Malgré le désir de grande puissance et une rhétorique plus acérée, la Russie souhaite des relations stables avec l'Occident.



Le président Poutine pendant une réunion du cabinet au Kremlin, 12 mars 2007

Reuters / Itar-Tass

Depuis peu, la Russie fait de nouveau figure de grande puissance autonome. Sur d'importantes questions touchant à la politique de sécurité, Moscou s'éloigne de plus en plus de l'Occident, et ce sur un ton parfois acéré. Dans son discours du 10 février 2007 tenu à la Conférence sur la sécurité de Munich, le président russe Vladimir Poutine a sévèrement critiqué l'élargissement de l'OTAN, le qualifiant de «facteur représentant une provocation sérieuse» qui sape la sécurité en Europe. Depuis, il a également maintes fois condamné les projets états-uniens de déploiement d'un système de défense antimissile en Pologne et en République tchèque et menacé de résilier le traité sur les forces armées conventionnelles en Europe.

Un autre sujet de discord est le Kosovo. Moscou veut au besoin opposer son veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour bloquer l'indépendance de la province serbe

qui est la solution favorisée par l'Occident. Sur la question également controversée de l'Iran, le gouvernement russe s'est certes rallié, après de longues hésitations, à la résolution de l'ONU de fin mars 2007 visant à renforcer les sanctions et semble dès lors remettre en question son aide au développement du secteur nucléaire iranien. Mais simultanément, la Russie vend à Téhéran une technologie militaire de pointe, dont des systèmes antimissiles, et fournit également des armes et du matériel militaire à d'autres Etats critiqués par l'Occident, dont le Venezuela et la Syrie.

Ce sont essentiellement les voisins de la Russie qui souffrent de la main de fer de Moscou. En automne 2006, la Russie a imposé contre la Géorgie un blocus économique qui n'est toujours pas levé. Et pour obtenir une hausse des prix de l'énergie, Moscou a provisoirement coupé le gaz à l'Ukraine et à la Biélorussie. A cette occa-

sion, la Russie a également rappelé aux Européens à quel point ils sont dépendants de l'énergie russe.

Le pétrole comme base du pouvoir

Le comportement de la Russie face au monde souligne que le pays prétend à une place en tant que puissance autonome ayant une autorité politique internationale. La vision russe est un ordre mondial multipolaire dans lequel la Russie, en coopération avec d'autres puissances comme la Chine, l'Inde et l'UE, ferait contrepoids aux Etats-Unis. Cette vision est loin d'être nouvelle, car elle a déjà été formulée au milieu des années 90 par Evgueni Primakov, alors ministre des Affaires étrangères, en réponse à l'orientation occidentale du pays et au concept de «maison commune» européenne. Mais les conditions pour la réalisation de cet objectif sont aujourd'hui beaucoup plus favorables que du temps de Primakov.

Trois facteurs primordiaux en sont la cause. Premièrement, le prix élevé du pétrole a renforcé la base économique de la Russie. En 1999, les exportations de pétrole ne rapportaient à la Russie que tout juste 14 milliards de dollars. Les recettes ont ensuite continuellement augmenté: entre juillet 2005 et juin 2006, le pétrole a rapporté 140 milliards à la Russie. Cet argent a permis à Moscou de rembourser à l'Occident une grande partie des dettes accumulées dans les années 90. Par ailleurs, la Russie a versé jusqu'alors plus de 90 milliards de dollars au Fonds de stabilisation de pétrole qui a été constitué il y a quelques années et dans lequel Moscou gère les surprofits pétroliers réalisés grâce aux prix élevés. De plus, le pays possède des réserves d'or et

de devises d'un montant de 356 milliards de dollars, occupant ainsi le troisième rang mondial dans ce domaine.

La faiblesse de l'Amérique est la force de la Russie

Deuxièmement, la marge de manœuvre de la Russie dans la politique extérieure s'est également élargie grâce aux glissements survenus dans la constellation internationale des pouvoirs. L'échec de la politique américaine d'après-guerre en Irak a non seulement montré les limites des Etats-Unis en tant que superpuissance, mais a également gravement nui à l'image de Washington. Alors que Poutine avait encore soutenu les Etats-Unis après les attentats du 11 septembre 2001 et assuré au président Bush son assistance dans la lutte contre le terrorisme international, Moscou prend maintenant ses distances.

Aujourd'hui, Moscou tente par exemple de se présenter en Asie centrale comme alternative aux Etats-Unis – et ce, alors que le Kremlin affirmait encore en 2002 que le déploiement de troupes américaines dans cette région était aussi dans l'intérêt de la Russie. Outre une relance des relations économiques avec les pays d'Asie centrale, la Russie vise également une coopération plus étroite dans le domaine de la politique de sécurité. Ainsi, quoique relativement petite, une propre base militaire russe a été établie non loin de la base militaire américaine de Manas (Kirghizie). Simultanément, la Russie essaie d'étendre son influence régionale par le renforcement de l'Organisation de coopération de Shanghai qui regroupe, outre la Russie et la Chine, quatre Etats d'Asie centrale, à savoir l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, la Kirghizie et le Tadjikistan.

Centralisation et nationalisme

Troisièmement, la grande assurance de la Russie en politique extérieure doit également être vue dans le contexte de la politique intérieure. Contrairement aux années 90, la Russie est aujourd'hui très stable au plan politique. Le pouvoir exécutif est consolidé, le président jouit d'une grande popularité au sein de la population, l'opposition politique en moindre nombre est rigoureusement réprimée et les médias sont soumis à un sévère contrôle de l'Etat. Le rétablissement de la «verticale du pouvoir» a également permis une plus forte centralisation de la politique extérieure. Aujourd'hui, les grandes décisions de politique extérieure sont prises en petit comité autour du président. Bien que le Kremlin n'ait pas, comme autrefois, à craindre la

Comparaison entre la Russie et certains pays occidentaux					
	Russie	Etats-Unis	France	GB	Allemagne
Population en millions d'habitants	142	299	61	60	83
PIB par tête en dollars US (parité de pouvoir d'achat, PPA)	12 186	44 244	32 474	34 586	29 888
Dépenses de défense 2005 en millions de dollars US (PPA)	58 000	495 300	53 128	51 696	38 044
Dépenses de défense 2005 en % du PIB	3,7	4,0	2,5	2,3	1,4
Forces armées en 2007 en milliers d'hommes	1027	1506	255	191	246

Sources: *The Economist (Country Briefings)*; *ISS Military Balance 2007*

critique d'un parlement réfractaire ou de médias indépendants, il veut néanmoins pratiquer une politique acceptable pour tous. Dans ce cadre, Poutine mise essentiellement sur le patriotisme et les intérêts nationaux russes. Le potentiel négatif de cette attitude se manifeste à l'intérieur par une xénophobie croissante et une mobilisation d'extrême droite, à l'extérieur par exemple par la vive réaction russe fin avril 2007 lorsque l'Estonie décida de déplacer le monument aux morts de l'Armée rouge situé au centre de Tallinn pour le placer dans un cimetière consacré aux morts pour la patrie.

Une grande puissance fragile

Dans les pays occidentaux, le pouvoir croissant et la rhétorique plus acerbe de Poutine provoquent un malaise et même la crainte d'une nouvelle guerre froide. Dans un proche avenir, la base du pouvoir russe reste néanmoins fragile. Sur le plan de la force économique, la Russie se place aujourd'hui dans une catégorie de pays comme le Mexique, le Brésil ou les Pays-Bas. Le produit intérieur brut russe par tête ne correspond, nominalement parlant, qu'à environ 16% du PIB américain. La Russie dispose certes d'immenses ressources minières et possède environ 5% des réserves de pétrole mondialement connues et près de 30% des réserves de gaz. Toutefois, ces richesses naturelles entraînent aussi une distorsion de la véritable situation économique. Bien que les Russes se trouvent aujourd'hui en moyenne dans une meilleure situation que sous Eltsine, les profits pétroliers ne sont pas répartis également. La richesse pétrolière favorise en outre la corruption et freine l'esprit d'innovation. D'importantes réformes structurelles dans d'autres secteurs économiques sont bloquées et la production industrielle nationale est négligée au profit d'importations étrangères. L'économie de la Russie

enregistre certes depuis huit ans une croissance d'environ 6%, mais elle est exclusivement orientée sur l'exportation de matières premières et ne repose donc pas sur un fondement solide.

Dans le domaine militaire, la Russie ne dispose que de moindres possibilités de projection de puissance. Moscou possède certes toujours un arsenal nucléaire considérable. Mais les forces armées russes sont dans un état déplorable. Même si les dépenses militaires sont en hausse et que 189 milliards de dollars doivent être consacrés à la modernisation de l'armée d'ici 2015, ces investissements ont comme toile de fond la décadence massive de l'armée dans les années 90 que la Russie est loin d'avoir surmontée. A l'heure actuelle, la Russie dépense annuellement - en chiffres absolus et sur la base des taux de change - environ 30 milliards de dollars pour la défense (à parité de pouvoir d'achat 58 milliards de dollars), ce qui correspond à seulement 6% du budget de défense américain.

Enfin, il faut aussi prendre en compte la crise démographique. Si la tendance actuelle se poursuit, la Russie, dont la population a diminué d'environ cinq millions de personnes depuis 1989, perdra encore près de dix millions de personnes d'ici 2016. Selon la majorité des études, la population de la Russie s'élèvera, à évolution constante, à environ 100 millions de personnes en 2050 (contre 142 millions aujourd'hui). La baisse du nombre de travailleurs jeunes et le nombre croissant de retraités ralentiront le développement économique. On constatera aussi de sérieux goulots d'étranglement au niveau du recrutement des jeunes pour le service militaire: dès 2008, il n'y aura pas assez de jeunes de 18 ans pour satisfaire au contingent nécessaire de 700 000 recrues. Et en 2015, il n'y aura plus qu'environ 250 000 recrues.

Emprise internationale limitée

Les possibilités de la Russie d'exercer son pouvoir et son influence à l'échelle internationale sont limitées. Par son siège au Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie est certes une puissance mondiale avec droit de veto. Mais cela ne suffit pas pour avoir une influence décisive sur la politique mondiale. Malgré toutes les positions ostentatrices contre Washington, Moscou reconnaît finalement les Etats-Unis comme la principale grandeur dans le système international et n'a jusqu'alors jamais sérieusement risqué une confrontation fondamentale avec la superpuissance. Les dirigeants du Kremlin savent parfaitement que les défis mondiaux comme la prolifération d'armes de destruction massive ou le terrorisme à empreinte islamiste fondamentaliste concernent pareillement les exigences de sécurité russes et occidentales. Ainsi, par exemple, dans la question d'une arme nucléaire iranienne, la Russie s'est récemment rapprochée de la position des Etats-Unis et des Européens.

L'attitude de la Russie envers l'Europe est finalement aussi marquée par le pragmatisme. Ainsi, l'UE est certes fortement dépendante des fournitures d'énergie russe et donc aussi de rapports stables avec la Russie. Mais simultanément, on sait du côté russe que «l'arme de l'énergie» ne peut guère être employée comme moyen de pression politique efficace. L'Europe est pour la Russie le marché le plus lucratif et le partenaire commercial le plus important et elle ne peut, pour l'instant, être remplacée par aucune autre alternative. La plus grande partie de l'infrastructure russe pour l'exportation d'énergie est orientée sur le marché européen. La possibilité de plus grosses livraisons vers la Chine est tout au plus une perspective à long terme. Notamment pour Gazprom, le monopoliste russe dans le secteur du gaz, le marché d'exportation vers l'Europe est d'une importance primordiale. La vente de gaz sur le marché mondial est nécessaire pour compenser les pertes réalisées sur le marché national fortement subventionné. Dans la même mesure où l'Europe désire des importations d'énergie stables, la Russie a besoin d'un marché acheteur européen stable.

Dominance dans la zone post-soviétique

Aujourd'hui, l'influence russe est la plus nette dans la zone post-soviétique. Bien que celle-ci ait pris une grande autonomie depuis 1991, la Russie reste, en tant que point de gravitation économique et

La Suisse et la Russie

Commerce

Depuis 1999, les exportations suisses vers la Russie ont triplé - pour atteindre 1,5 milliard de francs suisses en 2005. En 2006, les deux pays ont entamé des négociations de libre-échange.

Energie

Selon les statistiques officielles, la Suisse achète environ 10% de son gaz à la Russie. La véritable part de gaz russe est plus importante, car le gaz acheté à d'autres Etats vient en partie aussi de Russie. Selon les estimations, il s'agit de 20 à 40%.

La Suisse n'importe pas de pétrole brut de Russie. Les produits finis (carburant et mazout de chauffage) sont exclusivement importés d'Europe occidentale, mais sont partiellement d'origine russe. La part exacte de pétrole russe n'est pas connue.

Politique de sécurité

Depuis 2003, le DDPS et le ministère russe de la Défense ont des entretiens d'état-major et établissent des plans de coopération annuels; la Direction de la politique de sécurité a des entretiens annuels dans le domaine du désarmement et de la balistique des plaies.

La Suisse apporte son soutien financier et technique à la destruction de l'ancien arsenal russe d'armes chimiques (Laboratoire Spiez).

politique, d'une très grande importance pour ses voisins. Des dépendances existent notamment dans le domaine de l'énergie. Ainsi, presque tout le gaz d'Asie centrale destiné à l'exportation est transporté vers les pays occidentaux par des pipelines russes. D'autres pays, comme la Biélorussie, l'Ukraine, la Géorgie ou l'Arménie, sont fortement dépendants des importations d'énergie russes. De plus, la Russie reste pour beaucoup de pays le partenaire commercial le plus important et la destination de millions de travailleurs et saisonniers, notamment en provenance du Caucase du Sud et d'Asie centrale.

Mais ici aussi, les limites du pouvoir russe sont perceptibles. Ainsi, lors des élections présidentielles en Ukraine en 2004, Moscou n'a pas réussi à faire gagner son candidat privilégié. En Géorgie non plus, Moscou n'a pas pu entraîner de changement de régime malgré des sanctions économiques et le renchérissement massif de ses fournitures de gaz. Le président géorgien Mikheil Saakashvili jouit même d'un soutien encore plus fort dans la population. Malgré les sanctions, l'économie de la Géorgie ne s'est pas écroulée, mais continue à enregistrer une croissance de 6 à 8%.

Options pour l'Occident

Manifestement, la Russie a encore du mal à se faire à la perte de l'empire soviétique. Mais, malgré toutes les menaces, l'Etat pluriethnique reste finalement tourné vers l'intérieur et poursuit essentiellement les intérêts extérieurs qui rapportent au pays un profit économique et politique – ou qui en tout cas n'engendrent pas de coûts.

Ainsi, la Russie souhaite certes approfondir les relations avec ses voisins, mais elle ne veut pas subventionner cette intégration.

Ceci explique pourquoi elle a augmenté le prix de l'énergie non seulement pour les Etats orientés vers l'Occident comme l'Ukraine et la Géorgie, mais aussi pour ses Alliés les plus fidèles comme la Biélorussie. La Russie s'est également repliée au plan militaire. Après la chute de l'Union soviétique, Moscou a fermé la plupart des bases militaires situées hors du pays. Aujourd'hui, la Russie n'a plus de véritables bases militaires qu'en Arménie et au Tadjikistan. Des troupes russes en nombre relativement faible sont en outre stationnées en Moldavie, en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Les deux bases militaires en Géorgie doivent être fermées d'ici 2008. Depuis 1991, la Russie a érigé une seule nouvelle base militaire – en Kirghizie –, mais celle-ci n'a pour l'instant, en raison de sa taille modeste, qu'une importance plutôt symbolique.

Un nouveau conflit fondamental entre la Russie et l'Occident n'est pas en vue. Mais un accroissement de rivalité et de mordant rhétorique sera probablement inévitable. L'important est que l'Occident ait une position unie face à la Russie et parle un langage clair lorsqu'il en va de la démocratie russe et du respect des droits de l'homme. Toute autre attitude reviendrait à se faire mal comprendre. Mais il serait également une erreur de se détourner de la Russie. Le rapprochement de la Russie avec l'Occident doit être renforcé autant que possible, notamment dans les domaines présentant aujourd'hui des intérêts communs – comme par exemple dans le domaine de l'énergie.

Editeur responsable: Daniel Möckli
analysen@sipo.gess.ethz.ch

Commande d'analyses et abonnement gratuit: www.ssn.ethz.ch